

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 57'464 mm²

«Penelope Gate»



«Ma femme s'occupe même de la façon dont je m'habille. Il est plus que mérité qu'elle soit défrayée pour son travail»

Walter Müller (PLR, SG) Conseiller national



«Ma fille est excellente! Je la recommanderai aux autres élus quand je quitterai mon mandat»

Liliane Maury Pasquier (PS/GE)
Conseillère aux Etats



«Il était logique et naturel de faire appel à ma fille qui m'a aidé pour ma campagne électorale»

Matthias Jauslin (PLR/AG)
Conseiller national

En Suisse aussi, des élus engagent leur famille

Comme en France, les parlementaires peuvent, rémunérer leur femme ou un proche. Mais une «affaire Penelope» est impossible ici

Arthur Grosjean Berne

Candidat à la présidence de la République française, François Fillon

affronte depuis plusieurs jours une tempête politico-médiatique. En cause, l'engagement de sa femme Penelope comme assistante parlementaire entre 1998 et 2007 alors qu'il était député à l'Assemblée nationale. Elle aurait touché environ 900 000 euros pendant cette période. Le problème? Il ne tient pas au lien familial qui unit le député et son attachée. La chose est parfaitement licite. Le vrai problème vient du fait que Penelope n'est jamais

apparue comme assistante parlementaire. D'où les accusations d'emploi fictif. Du coup, la justice française enquête.

Une «affaire Penelope» est-elle possible en Suisse? C'est ce que nous avons voulu savoir. D'abord précisons que les conseillers nationaux et conseillers aux Etats disposent de 33 000 francs par an pour couvrir leurs «dépenses de personnel et de matériel». Comme en France, ils peuvent librement en-

Hauptausgabe

24 Heures Lausanne
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 27'798
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 999.201
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 4
Fläche: 57'464 mm²

gager un membre de leur famille. Mais comme nous l'explique Mark Stucki, le chef du secteur information au parlement suisse, la comparaison s'arrête là. «Les parlementaires suisses peuvent disposer de ce budget de 33 000 francs comme ils l'entendent. Ils peuvent garder l'argent pour eux-mêmes ou engager un assistant, appartenant à leur famille ou non. Ils n'ont aucun compte à rendre sur ce budget.»

Aucun contrôle

Une «affaire Penelope» est donc impossible en Suisse, puisque il n'y a aucun contrôle prescrit sur ce que l'élu fait de son argent. Il peut le jeter par les fenêtres, acheter une tonne de croquettes à son chien ou offrir une thalassothérapie royale à sa femme. A lui ensuite d'assumer les conséquences s'il croule sous le travail. En France, en revanche, l'argent doit être effectivement dépensé pour un véritable attaché parlementaire. Voilà pourquoi François Fillon a dû présenter devant le juge des justificatifs prouvant l'activité administrative de sa femme.

Combien de parlementaires fédéraux engagent un membre de leur famille? Impossible de le savoir. «Comme nous ne contrôlons pas ce budget de 33 000 fr., il n'y a aucun registre pour nous dire comment il est dépensé», relève Mark Stucki. Il estime cependant que les élus les plus susceptibles de prendre un proche comme collaborateur sont ceux qui dirigent une entreprise familiale.

Bingo! En consultant le registre des cartes d'accès au Palais fédéral distribuées par les élus, nous avons trouvé deux patrons parlementaires qui s'appuient sur la famille. D'abord le conseiller national Mat-

tias Jauslin (PLR/AG). Il a engagé sa fille Livia, qui possède un bachelier en communication et qui travaille avec lui dans l'entreprise familiale d'installation électrique. «J'ai été élu par surprise en 2015. J'ai dû m'organiser très vite. Il était logique et naturel de faire appel à ma fille qui m'a aidé pour ma campagne électorale. Son travail de collaboratrice personnelle occupe 10 à 20% de son temps. Elle s'occupe principalement des invitations que je reçois des lobbyistes et de différentes organisations. Elle gère aussi les visites au Palais fédéral et corrige mes communiqués de presse. Son travail est facturé par l'entreprise et payé par le budget de 33 000 francs que je reçois du parlement pour un secrétariat.»

Walter Müller, conseiller national PLR de Saint-Gall, fait lui appel à sa femme, Ottilia. «Elle me décharge grandement des problèmes d'intendance. Elle s'occupe même de la façon dont je m'habille. Il est plus que mérité qu'elle soit défrayée pour son travail.» Une habitude chez les Müller où, dans l'entreprise familiale de culture maraîchère, femme et fils mettent déjà la main à la pâte.

A gauche aussi, la famille vient parfois à la rescousse. La conseillère aux Etats Liliane Maury Pasquier (PS/GE) fait appel à sa fille Marie. «Elle a une licence en sciences politiques et m'aide depuis dix ans. Elle s'occupe de mon site Internet, fait des recherches sur certains dossiers, rédige des textes ou des interventions. Elle est excellente! Je la recommanderai aux autres élus quand je quitterai mon mandat.» Combien touche Marie, la perle? «20 000 fr. pour un 20%. A cela s'ajoutent pour moi les charges patronales», répond l'élu.